

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Marché public de prestations intellectuelles

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

Administration contractante :

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
5 rue de la Doua CS 20244 - 69625 Villeurbanne Cedex

Objet de la consultation :

Mission Coordonnateur pour la Sécurité et la Protection de la Santé – projet CPER LACS

Numéro de consultation : 2025-LACS-CSPS

Date limite de remise des offres : lundi 21 juillet 2025 à 17h00

SOMMAIRE :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché.....	3
1.2. Objet du présent CCTP	3
1.3. Etendue de l'ouvrage	3
ARTICLE 2 : INFORMATIONS RELATIVES A L'OPERATION	3
ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN TRANCHES DE L'OPERATION.....	6
ARTICLE 4 : FINANCEMENT ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE TRAVAUX	6
ARTICLE 5 : PLANNING PREVISIONNEL	6
ARTICLE 6 : INTERVENANTS	7
ARTICLE 7 : DOCUMENTS ANNEXES	7
ARTICLE 8 : NOM D'OPERATION.....	7
ARTICLE 9 : CONTENU DE LA PRESTATION	7
9.1. PHASE ETUDES DE CONCEPTION	7
9.1.1. La visite initiale du site et l'inspection commune avec le MOA et l'AMO Programmiste (PROG)	7
9.1.2. L'ouverture et la tenue du Registre journal	7
9.1.3. Le PGSPS	7
9.1.4. Le DIUO	8
9.1.5. L'assistance pour la rédaction des déclarations préalables.....	8
9.2. PHASE REALISATION DES TRAVAUX.....	8
9.2.1. L'examen des PPSPS et l'organisation des inspections communes :	8
9.2.2. Coordination des activités	9
9.2.3. Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)	9
9.2.4. Registre journal de coordination (RJC)	9
9.2.5. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)	9
ARTICLE 10 : TRAVAUX EN SITE OCCUPE	9
ARTICLE 11 : Présence minimale sur le chantier.....	9
ARTICLE 12 : Achèvement de la mission.....	9
ARTICLE 13 : Autorité du coordonnateur SPS	9
ARTICLE 14 : Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	10
14.1. Libre accès.....	10
14.2. Obligations du maître d'ouvrage	10
14.3. Dispositions prises par le maître d'ouvrage	10
ARTICLE 15 : Conditions d'exécution	11

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention liés à la coactivité et visés par l'article L.4531-1 et L.4535-1 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

1.1. Objet du marché

Le marché régi par le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) est un marché de prestation intellectuelle concernant la mission SPS pour l'opération suivante :

Contrat Plan Etat Région Laboratoire d'Accueil, Formation Continue et Services :

La réhabilitation de deux bâtiments et la construction d'un bâtiment neuf sur le site de Thonon-Les-Bains du Centre INRAE Lyon-Grenoble Auvergne Rhône Alpes.

1.2. Objet du présent CCTP

Le présent CCTP complète et précise contractuellement l'étendue et le contenu des missions CSPS. Les documents de la présente consultation sont basés sur la norme NF P99-600.

1.3. Etendue de l'ouvrage

La mission de prestation intellectuelle porte sur la coordination pour la sécurité et la protection de la santé relative à l'opération de réhabilitation de deux bâtiments et la construction d'un bâtiment neuf sur le site de Thonon-Les-Bains du Centre INRAE Lyon-Grenoble Auvergne Rhône Alpes.

Ce projet a vocation à développer sur le site INRAE de Thonon-Les-Bains un ensemble de plateformes d'analyses environnementales, de services et de formations, tournés vers un objectif double de recherche scientifique de haut niveau mais aussi de partenariat et de co-construction de recherches avec des partenaires multiples et non-académiques.

Le projet LACS (Laboratoire d'Accueil, Formation Continue et Services) permettra ainsi de créer une dynamique de coopération tant pour les aspects liés à l'accès au lac et aux moyens de prélèvements, que pour des stages d'étudiants et des résidences de chercheurs.

Reconnu scientifiquement en France et à l'International, le CARRTEL (Centre Alpin de Recherche sur les Réseaux Trophiques et les Ecosystèmes Limniques) est en Unité Mixte Recherche depuis plus de 20 ans en partenariat avec l'Université de Savoie Mont Blanc.

Actuellement limité par ses capacités d'accueil et ses infrastructures, ce projet permet de donner les moyens au site de Thonon de devenir un centre de limnologie de référence internationale, associant recherche, formation, médiation et services.

Pour cela, la présente consultation porte sur les missions de prestation intellectuelles de l'OPC durant les études de MOE et pendant la durée du projet.

L'objectif du projet sera de :

- Créer des surfaces : laboratoires, bureaux, amphithéâtre, salle de restauration, salles de cours, stockage, ...
- Créer un nouveau bâtiment HPE (Haute Performance Environnementale), réhabiliter et réaménager deux bâtiments existants peu ou mal exploités (Atelier et Ecurie)
- Créer un hangar à bateaux

ARTICLE 2 : INFORMATIONS RELATIVES A L'OPERATION

MAITRE D'OUVRAGE	
Nom :	INRAE – Centre Lyon-Grenoble-Auvergne-Rhône-Alpes
Adresse :	5 rue de la Doua – CS 20244 – 69625 Villeurbanne Cedex
Responsable Travaux de Centre :	Gwenola REY – gwenola.rey@inrae.fr
Conducteur d'opération :	Gwenola REY – gwenola.rey@inrae.fr
ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE	
Mandataire	ASCOREAL
Rôles :	AMO Programmiste

Adresse :	Les Terrasses de Bruyères – Bâtiment C, 314 allée des noisetiers – 69760 Limonest
Ingénieurs en charge :	Mme Phuong NGUYEN – p.nguyen@ascoreal.fr – 07 78 68 35 21 / Mr BEAUMONT Laurent (Ingénieur Strucutre et économiste) – lb@beaumont-ingenierie.fr / Mr NAPOLEON Pierre – p.napoleon@lamediosphere.fr
Missions confiées à l'AMO	
Phase 1 :	Elaboration du programme technique détaillé
Phase 2 :	Assistance au choix de l'équipe de maitrise d'œuvre
Phase 3 :	Suivi de l'adéquation programme/projet
DESCRIPTION DE L'OPERATION	
Nom :	CPER LACS
Nbre de bâtiments :	3
Nbre de niveau(s):	2 niveaux
Nbre de niveau en SS :	Pas de sous-sol
Nombre d'ascenseurs :	1
Nombres de logements :	Néant
Nombre de niveaux de parkings aériens :	Réaménagement des parkings existants
Nombre de niveaux de parkings souterrains :	Néant
SHON :	800m² env. bâtiment neuf, 107m² env. atelier et 110m² écurie
Adresse précise :	75 bis avenue de Corzent – 74200 Thonon-Les-Bains
En site occupé :	Oui
Pré-études :	Oui : Programmation technique détaillée (Cf. Programme et fiches locaux joints annexes du)
Etudes de diagnostic	Oui
Etudes de sol :	Oui
Travaux de VRD :	Oui, aux abords de la nouvelle construction
Nombre de lots	12 lots environ
Dates prévisionnelles (selon planning prévisionnel INRAE – cf. annexe n°2) :	
Durée globale de MOE :	30 mois environ (12 mois d'études MOE, 18 mois de travaux et 12 mois de GPA)
Fin des études MOE :	Décembre 2025
Travaux :	18 mois
Date de fin des travaux :	Réception septembre 2027
Cout prévisionnel des travaux HT :	
Coût(s) prévisionnel(s) HT :	3 012 248 €HT
MAITRE D'OEUVRE	
Mandataire	BRENAS DOUCERAIN Architectes
Rôles :	Architecte
Adresse :	48 rue Saint Laurent – 38000 Grenoble

Architectes en charge :	Mme DOUCERAIN - Mr BRENAS– ludovic@brenasdoucerain-architectes.com –Mr Geoffrey GENAY Architecte collaborateur - geoffrey@brenasdoucerain-architectes.com - 04 76 44 91 44 / 04 76 42 67 92
Cotraitant	ECONOMIE OPUS
Rôles :	Economiste
Adresse :	50 avenue de la République – 74 960 CRAN GEVRIER ANNECY -
Economistes en charge :	M. ROLLINI Thierry – trollini@opus-igcbe.fr – Mr LE YEUC'H – aleyeuch@opus-igcbe.fr – 04 50 57 67 46
Cotraitant	PLANTIER
Rôles :	Structure Béton
Adresse :	33 rue du Jourdil – 74960 ANNECY
Ingénieur en charge :	Mr EDDASSER Youssef – youssef.eddasser@egis-group.com - Mr PERILLAT Cyprien cyprien.perillat@egis-group.com – 04 50 67 63 74
Cotraitant	PLANTIER
Rôles :	Structure Bois
Adresse :	33 rue du Jourdil – 74960 ANNECY
Ingénieur en charge :	Mr DEJONGHE Thomas – thomas.dejonghe@egis-group.com – 04 50 67 63 74
Cotraitant	THERMIBEL
Rôles :	BET Thermique
Adresse :	Rue des Pins – 38100 GRENOBLE
Ingénieur en charge :	Mr LE CALVEZ Jean-Yves – jean-yves@thermibel.fr – 04 38 12 15 70
Cotraitant	THERMIBEL
Rôles :	BET Thermique
Adresse :	Rue des Pins – 38100 GRENOBLE
Ingénieurs en charge :	Mme BASSET Anne-Laure – anne-laure.basset@thermibel.fr – 04 38 12 15 70
Cotraitant	THERMIBEL
Rôles :	BET Electricité
Adresse :	Rue des Pins – 38100 GRENOBLE
Ingénieur en charge :	M BOUTARD Mariem– mariem.boutard@thermibel.fr – 04 38 12 15 70
Cotraitant	THERMIBEL
Rôles :	BET Acoustique
Adresse :	Rue des Pins – 38100 GRENOBLE
Ingénieur en charge :	Mr LALLEMAND Francois-Xavier – fx.lallemand@thermibel.fr – 04 38 12 15 70

Cotraitant	TECTA
Rôles :	BET VRD
Adresse :	118 avenue des Marais – PAE de la Caille – 74350 ALLONZIER LA CAILLE
Ingénieur en charge :	Mr THEVENOUD Laurent – l.thevenoud@tect-ing.com – 04 50 08 04 20
AUTRES INTERVENANTS	
CTC :	APAVE Agence d'Annecy – Route de la Bouvarde – Les Pléiades – 74 370 EPAGNY METZ TESSY Alexandre LEMAITRE - alexandre.lemaitre@apave.com – 04 50 27 37 47
OPC :	SAS IBSE 38 Le Rayon Vert – 2 rue de la Viscose – 38130 ECHIROLLES Mr Karim JENHANI – ibse@ibse.eu – 04 38 21 25 50
Eléments de missions confiées à l'OPC :	
PRO :	Elaboration du schéma opérationnel et technique du projet Elaboration du planning général en concertation avec la MOA et MOE
DCE - ACT :	Participe à l'élaboration du DCE Participe à l'analyse des offres et mise au point des marchés pour ce qui relève de sa mission d'Ordonnancement de Pilotage et de Coordination.
DET :	Préparation du chantier Suivi des travaux
AOR :	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant les délais de garanties de parfait achèvement
GPA et Biennale :	Assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des interventions aux titres de la GPA et de bon fonctionnement.

ARTICLE 3 : DECOMPOSITION EN TRANCHES DE L'OPERATION

Sans objet

ARTICLE 4 : FINANCEMENT ET ENVELOPPE PREVISIONNELLE TRAVAUX

INRAE et d'autres partenaires financent ce projet dans le cadre du contrat de plan Etat-Région 2021-2027.

L'enveloppe prévisionnelle des travaux de l'opération est de **3 012 248 €HT**.

ARTICLE 5 : PLANNING PREVISIONNEL

La présente mission de coordination SPS se déroulera sur l'ensemble de la durée des missions de maîtrise d'œuvre, à compter de APD jusqu'à 3 mois avant la fin de la GPA.

Le maître d'œuvre étant déjà désigné, son planning prévisionnel de mission est joint en annexe.

Date prévisionnelle de fin des études MOE : décembre 2025

Date prévisionnelle de réception des travaux : septembre 2027

(Cf. planning prévisionnel joint – annexe n°2)

ARTICLE 6 : INTERVENANTS

(Cf. article 2 du présent CCTP)

ARTICLE 7 : DOCUMENTS ANNEXES

Le présent CCTP est accompagné des annexes suivantes :

- **Annexe 1** : le programme fonctionnel du projet (1^{er} tome)
- **Annexe 2** : le planning prévisionnel

ARTICLE 8 : NOM D'OPERATION

Pour une cohérence entre les documents de l'ensemble des intervenants, le nom de l'opération est le suivant : « **CPER LACS** »

Ce nom devra apparaître sur l'ensemble des documents produits et relatifs à cette opération. Y compris dans les sujets de l'ensemble des échanges de courriels de la manière suivante : « **INRAE THONON // CPER LACS – sujet du courriel** »

ARTICLE 9 : CONTENU DE LA PRESTATION

9.1. PHASE ETUDES DE CONCEPTION

La phase des études de conception comprend :

Type de mission	Mission	Désignation
Conception	C01	Respect des principes généraux de prévention
	C02	Déclaration préalable
	C05	Rédaction du PGC
	C06	Constitution du DIUO
	C07	Ouverture du RJC
	C09	Sujétions particulières
	C10	Accès au chantier
	C11	Avis sur le DCE
	C12	Consignes sur la phase réalisation

9.1.1. La visite initiale du site et l'inspection commune avec le MOA et l'AMO Programmiste (PROG)

Le CSPS organise la visite initiale du site et l'inspection commune des lieux avec le MOA et l'AMO PROG. Elles devront permettre :

- une première identification de :
 - l'environnement du futur chantier,
 - des interfaces avec l'activité du site,
 - des interfaces entre les futures activités de chantier soumises au décret 94-1159 et les activités « code du travail » soumises au décret n°92-333,
- de délimiter les zones de chantier,
- de matérialiser les zones de dangers spécifiques,
- de préciser les voies de circulation du personnel, des véhicules du personnel et des engins du chantier.
- de préciser les horaires d'intervention,
- de préciser les règles d'intervention et les précautions à prendre avec les usagers,
- d'arrêter les consignes de sécurité,
- d'analyser les risques identifiables liés à chaque intervention ultérieure, demander les dispositions prévues au programme pour réaliser ces interventions et suggérer des possibilités d'aménagement.

Par exemple : définir les sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations communes de chantier et mentionner, dans le PGC, leur nature.

9.1.2. L'ouverture et la tenue du Registre journal

Dès la phase étude le coordonnateur ouvre un registre - journal de la coordination SPS et le tient à jour conformément aux dispositions des articles L 4532-38 à L 4532-41 du code du travail.

9.1.3. Le PGSPS

Le coordonnateur SPS élabore le PGCSPPS en fin de programmation sur la base du programme APS remis par l'AMO PROG. Il remet au maître de l'ouvrage la version initiale en même temps que ses avis sur le dossier PROG APS de l'AMO PROG dans les 10 jours ouvrés après la réception du programme de niveau APD.

Le coordonnateur SPS met à jour le PGCSPS sur la base du dossier PRO du concepteur réalisateur **sous 8 jours ouvrés après la réception du dossier PRO.**

Le CSPS s'assure de la cohérence des pièces des dossiers APD et PRO avec le PGCSPS. Il signale à l'AMO, au MOE et à la MOA toutes incohérences dans ses avis sur les dossiers.

9.1.4. Le DIUO

Le coordonnateur SPS élabore le **DIUO au cours des phases de conception**. Il remet à l'AMO, au MOE et à la MOA, la version initiale en même temps que ses avis sur le dossier APD **dans les 8 jours ouvrés après la réception du dossier APD.**

Le coordonnateur SPS met à jour le DIUO sur la base du dossier PRO du groupement **dans les 8 jours ouvrés après la réception du dossier PRO.**

Le CSPS s'assure de la cohérence des pièces des dossiers APD et PRO avec le DIUO. Il signale au MOA toutes incohérences dans ses avis sur les dossiers.

9.1.5. L'assistance pour la rédaction des déclarations préalables

Le coordonnateur informera la MOA de l'ensemble des déclarations lui incombant en tant que maître d'ouvrage et employeur (DIRECCTE, Inspection du travail, CARSAT...). Il l'assistera dans les rédactions et la transmission aux instances concernées.

Il alertera la MOA sur les délais de d'envois desdites déclarations.

9.2. PHASE REALISATION DES TRAVAUX

La phase des études de conception comprend :

Type de mission	Mission	Désignation
Réalisation	R01	Analyse des offres
	R02	Organisation de la coordination des entreprises
	R03	Tenue du RJC
	R04	Mesures de coordination
	R07	Tenue du PGC
	R08	Tenue du DIUO
	R09	Harmonisation des PPSPS dans le PGC
	R11	Communication des PPSPS
	R12	Réunion de coordination des travaux de VRD
	R13	Analyse du planning d'exécution des travaux
	R14	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise
	R16	Présence et intervention sur le chantier
	R18	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation
	R19	Accès au chantier
	R21	Communication des documents
	R22	Opérations préalables à la réception des ouvrages
	R23	Conseils pendant la période de parfait achèvement
	R24	Remise des DIUO

9.2.1. L'examen des PPSPS et l'organisation des inspections communes :

Le CSPS examine les PPSPS remis par les entreprises du groupement et les sous-traitants. Il émet des avis qu'il transmet au MOE, à l'AMO et MOA pour prises en compte. Il examine les PPSPS actualisé le cas échéant.

Le CSPS harmonise les PPSPS les joints au registre journal présent sur chantier.

Il tient à jour un tableau de suivi des dates de réception et d'avis sur les PPSPS, qu'il communique régulièrement à l'AMO et au MOA via les CR de visite, et qu'il met aussi en première page des PPSPS joints au registre journal présent sur chantier.

Le CSPS organise les inspections communes des entreprises et dont ses sous-traitant au regard du planning de chantier ou sur sollicitation des entreprises. Il tient un tableau de suivi des dates d'inspection communes, qu'il met à jour et communique régulièrement à l'AMO et au MOA via le CR de visite.

S'il constate la présence sur chantier d'une entreprise n'ayant pas transmis son PPSPS et sollicité le CSPS pour l'inspection commune, il alerte expressément la MOA, l'AMO et le MOE et peut arrêter l'intervention de l'entreprise sous-traitante, jusqu'à réception du PPSPS et réalisation de l'inspection commune.

Le CSPS confirme les délais de diffusion des PPSPS par les entreprises et des IC avant premières intervention dans le PGCSPS et vérifie la cohérence avec les délais mentionnés aux généralités des CCTP.

9.2.2. Coordination des activités

Le coordonnateur SPS veille :

- à la bonne organisation du groupement pour l'intervention entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier),
- à la bonne coordination de leurs activités simultanées ou successives,
- aux modalités d'utilisation des installations et des matériels et des circulations verticales et horizontales,
- à la bonne organisation des entreprises, des sous-traitants et du chantier au regard de l'activité INRAE du site.

Il communique aux entreprises du groupement et aux sous-traitants :

- les consignes de sécurité arrêtées pour le chantier,
- les consignes et modalités d'accès aux différentes parties du chantier,
- l'organisation des premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet,
- les consignes du plan de prévention de l'INRAE, soumis à la signature du titulaire du marché et s'assure de leur bonne mise en œuvre tout au long du chantier.

9.2.3. Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS les Plans Particuliers de Sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) au fur et à mesure de leur élaboration.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre Journal de la Coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications au titulaire du marché de travaux, à l'AMO et au MOA.

9.2.4. Registre journal de coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément à l'article R4532-38 du Code du Travail.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet à l'AMO et au maître de l'ouvrage les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

9.2.5. Dossier d'Intervention Ulérieure des Ouvrages (DIUO)

Il créera un DIUO « Conception » complet correspondant au périmètre de l'opération.

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de 15 jours à partir de la remise par le maître de l'ouvrage du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) pour assurer la cohérence avec le DIUO et le lui remettre.

ARTICLE 10 : TRAVAUX EN SITE OCCUPE

Les travaux se dérouleront sur le site INRAE de « CARRETEL » à Thonon-Les-Bains (74). **Les activités du site (recherche et administration) devront pouvoir être maintenues lors de travaux, notamment dans les bâtiments et infrastructures à proximité des zones de chantier.**

ARTICLE 11 : PRESENCE MINIMALE SUR LE CHANTIER

Le CSPS est tenu d'assurer, pendant la durée du chantier, une présence minimale.

Cette présence minimale est fixée :

- à 2 visites mensuelles inopinées de chantier,
- à 2 présences par mois, en réunion de chantier,
 - o **Soit une présence hebdomadaire tout au long du chantier.**

En plus de la présence minimale, le CSPS pourra être amené à augmenter le nombre de ses visites selon son appréciation, à l'occasion d'opérations dont l'exécution nécessite une vigilance accrue en termes de sécurité.

Il pourra en outre participer à toute réunion provoquée par l'AMO ou la MOA ou le MOE.

Toute absence à une réunion ayant fait l'objet d'une convocation écrite du maître d'ouvrage ou de l'AMO ou du maître d'œuvre (courrier, compte rendu de chantier, etc.) entraînera une pénalisation de 300€HT par absence.

ARTICLE 12 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La prestation du coordonnateur SPS s'achève après la levée de la dernière réserve et au plus tard 3 mois avant l'expiration du délai de "garantie de parfait achèvement".

Toutefois, l'arrêt d'exécution des prestations peut être décidé conformément aux dispositions de l'article 29 du CCAG-PI après l'exécution de chaque élément de mission.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le représentant du pouvoir adjudicateur et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 13 : AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage, l'AMO et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux

obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. **Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.** La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal. Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités aux articles 1.5, 1.7 et 2 du présent CCP est soumis au maître de l'ouvrage.

ARTICLE 14 : MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR SPS

14.1. Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- aux bureaux de chantier et au matériel mis à disposition pour ses différentes réunions.

Un badge d'accès au site lui sera transmis par la MOA en début de mission.

14.2. Obligations du maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage ou l'AMO ou le maître d'œuvre communique au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude relatifs aux phases APD et PRO,
- au fur et à mesure de leur désignation, les noms et missions des intervenants mentionnés aux articles 1 et 2 du présent CCTP ainsi que les titulaires des marchés et les sous-traitants éventuels.

Il tient à sa disposition leurs contrats, la liste, tenue à jour des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître de l'ouvrage ou l'AMO ou le maître d'œuvre remet au coordonnateur SPS :

- tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ultime des Ouvrages (DIUO), notamment : le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi, comprenant notamment les notices de fonctionnement et les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipement mis en œuvre.

Le maître de l'ouvrage ou l'AMO ou le maître d'œuvre l'informe des réunions qu'il organise auxquelles le coordonnateur est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.

Ce dernier est destinataire des comptes rendus de ces réunions.

14.3. Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage prend toute disposition pour faire communiquer au coordonnateur SPS :

- l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- tous les documents d'exécution des ouvrages ;
- les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levées de réserve ;
- l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la copie des déclarations d'accidents de travail par les différents cocontractants du maître de l'ouvrage
- la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
- par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

Le maître de l'ouvrage prend également toute mesure pour que soit informé le coordonnateur SPS :

- de toutes les réunions organisées auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée.
- Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- de l'intervention de toute entreprise au titre de la "Garantie de Parfait Achèvement" (GPA) prévue par l'art. 44.1 du CCAG Travaux.

Il prend également toute disposition pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tout autre document et information, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (titulaires des marchés de travaux et des sous-traitants, bureau de contrôle technique, etc.) et en particulier :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par les titulaires des marchés de travaux en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- les mesures demandées par la MOA au titre du décret n°92-333, établi dans un plan de prévention PPIE, qui sera soumis à aux titulaires des marchés de travaux et ses sous-traitants intervenants sur le chantier. **Le CSPS devra veiller à la concordance entre le PGCSPS et le PPIE de l'INRAE, et sera tenu d'émettre des avis et des observations en cas de constatations de non-respect du PPIE.**

Ces dispositions pourront être prises et communiquées via l'AMO.

ARTICLE 15 : CONDITIONS D'EXECUTION

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n° 94-1159 du 26/12/1994 modifié, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière de SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article L.4532-26 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur SPS, doublé d'un suppléant désigné.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître de l'ouvrage.

L'accord du maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique désignée doit être impérativement formalisé par une décision écrite du représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant.

Si le maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître de l'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 34 du CCAG.

Dès la notification du marché et à la demande du RPA, le coordonnateur SPS participe à toutes les réunions nécessaires à la bonne exécution de sa mission lors de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître de l'ouvrage.

Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 4 jours à compter de la demande du maître de l'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la Sécurité et la Protection de la Santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier.

En tout état de cause il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. **Il effectue au minimum une visite de chantier par semaine et participe au minimum à une réunion de chantier par quinzaine.** Lors de chaque visite il établit un compte-rendu qu'il adresse le jour même par télécopie au maître d'ouvrage, à l'AMO, au maître d'œuvre et aux titulaires des marchés de travaux.

A la fin de chaque mois, il remet au maître de l'ouvrage un compte rendu de l'avancement de l'exécution de sa mission et notamment une copie du registre journal.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé sont consultables à l'adresse suivante : **dans les locaux de chantier.**